

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 SEPTEMBRE 1919

PROJET DE LOI DÉMOCRATISANT LE JURY.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

« Le jury, écrivait Faustin Hélie, exprime le jugement du pays; il faut donc qu'il puisse être considéré comme le pays lui-même; il faut que ses racines s'étendent au loin; que sa base populaire soit aussi large que le pays; que chaque accusé puisse, pour ainsi dire, reconnaître ses pairs dans ses juges; que les intérêts particuliers s'effacent dans sa composition, de manière à ne laisser de voix qu'aux intérêts généraux de la société. Si ces éléments étaient choisis dans un cercle trop étroit, il pourrait être l'expression d'une classe, il ne représenterait plus la société; il pourrait être l'organe de la vérité, il ne serait plus le jugement du pays. Son autorité et sa puissance émanent de son origine; sorti des masses, son verdict est la voix du peuple même; choisi dans un petit nombre, il perd son magnifique caractère; son jugement n'est accepté qu'avec défiance; il n'est plus l'expression de la conscience publique. »

Ne semble-t-il pas que ces paroles d'un jurisconsulte illustre suffisent à justifier le projet de loi dont le Gouvernement a l'honneur de saisir la Chambre? Si le jury, circonscrit dans une classe, n'est plus le pays, oserait-on affirmer que le jury, tel que l'organisa la loi du 18 juin 1869 et qu'il fonctionne encore sous nos yeux, incarne véritablement, fidèle au caractère essentiel de l'institution, la justice populaire? Est-ce vraiment, dans nos cours d'assises, le peuple qui juge?

Les textes répondent avec éloquence.

Depuis un siècle, le jury est demeuré à la fois censitaire et capacitaire. La loi le recrute, d'une part, parmi les citoyens versant au trésor de l'Etat, en contributions directes, au moins quatre-vingt-dix francs dans les plus humbles

communes du Limbourg et du Luxembourg ; deux cents francs, voire deux cent cinquante, dans la plupart des chefs-lieux de province ; d'autre part, parmi certaines classes de citoyens investis de mandats publics ou pourvus de diplômes universitaires et dont, jusqu'à ces derniers temps, on eût pu dire, sans trop de témérité, que le grand nombre, issus de la société aisée, possédaient déjà, à titre de contribuables, l'aptitude à être portés sur la liste des jurés. Cela représente, au total, quelques milliers de citoyens par province ; pour la plus peuplée, le Brabant, qui comptait, à la veille de la guerre, un million et demi d'habitants, cinq mille à peine. Certes, le législateur a pu croire, de bonne foi, qu'il y avait d'excellentes raisons pour instituer le régime dont l'air d'archaïsme nous frappe si vivement aujourd'hui. Mais les idées et les faits ont marché d'un tel pas dans le monde et chez nous, depuis 1869, que ce qui paraissait alors nécessaire n'est plus même défendable.

L'heure est venue de restituer au jury sa base populaire.

Il ne peut être question d'arrêter au seuil de la cour d'assises l'esprit démocratique dont se pénètrent progressivement toutes nos institutions. S'il ne faut, pour prononcer sur un fait, selon la parole de Napoléon au conseil d'Etat, « que le sixième sens, c'est-à-dire la conscience » ; si la société n'attend des jurés investis par elle qu'une parfaite probité, jointe à un sens ordinaire et à une intelligence commune, que la capacité de rendre bonne justice, avec la ferme volonté de la rendre, contestera-t-on que, dans l'état présent de la civilisation en Belgique, les membres de la cité possèdent, dans leur masse, l'aptitude intellectuelle et morale requise ?

Un peuple qui participe, depuis des années déjà longues, à la direction des affaires publiques, souvent plus complexes que les questions proposées au juré, et qui témoigne, dans cette fonction, de la sagesse et de la dignité, est capable et digne aussi de prononcer un verdict.

Aux termes du projet de loi qui vous est soumis, les jurés seront pris désormais parmi les électeurs généraux des deux sexes, inscrits sur les listes de l'année, pourvu qu'ils sachent lire et écrire, les autres conditions établies par l'article 97 de la loi du 18 juin 1869 demeurant les mêmes.

Comme, néanmoins, l'homme astreint au travail manuel s'use généralement plus vite que celui qui n'y est pas assujéti, il a paru nécessaire d'avancer l'âge où l'on cessera d'être porté sur la liste des jurés ; cet âge, qui est de soixante-dix ans aujourd'hui, sera de soixante à l'avenir.

La liste pour le service du jury peut être établie de diverses manières. D'après la méthode adoptée par la loi du 18 juin 1869, les listes générales dressées pour chaque arrondissement judiciaire par la députation du conseil provincial, sont réduites au quart par les éliminations qu'opèrent successivement le président du tribunal de première instance et le premier président de la cour d'appel, assistés des deux membres du tribunal ou de la cour. On réunit ensuite ces listes en une seule pour le service du jury de l'année suivante (art. 102 à 106.)

Pareille méthode de réduction s'applique sans grande difficulté, lorsque ces magistrats procèdent, comme aujourd'hui, sur un nombre restreint de

citoyens plus ou moins notables : ils peuvent s'éclairer et n'éliminer qu'à bon escient. Elle ne se concevrait plus, s'ils devaient procéder sur des listes immenses, comprenant la presque totalité du corps électoral, une multitude qui, dans le seul arrondissement de Bruxelles, compterait quelque deux cent mille noms : ils élimineraient forcément à l'aveugle. Un changement s'impose donc.

La loi française du 27 novembre 1872 écarte la liste générale ; elle forme la liste annuelle du jury, non point par élimination, mais par élection, et elle confie celle-ci, dans chaque canton et dans chaque arrondissement, à des commissions mixtes composées de magistrats de l'ordre judiciaire, présidents des tribunaux et juges de paix, et de membres élus de corps administratifs, maires et adjoints, conseillers municipaux et généraux. Les jurés sont ainsi choisis à raison de 1 pour 500 habitants, sans toutefois que leur nombre puisse être inférieur à 400, ni excéder 600 par département. La Seine seule, dépasse ce maximum ; elle a, pour une population de 4 à 5 millions d'âmes, 3,000 jurés.

Le Gouvernement ne croit pas devoir vous proposer cette méthode. Sans assurer la démocratisation du jury, — n'entend-on pas fréquemment, chez nos voisins, dénoncer tel verdict de classe ? — elle offrirait l'inconvénient, grave dans un pays où les luttes sociales et politiques sont ardentes, d'entr'ouvrir en quelque sorte le prétoire à l'action des partis. L'œuvre de la justice y perdrait, sans aucun doute, une part de l'autorité dont elle jouit chez nous et qui lui est indispensable.

Un autre système présenterait, tout au moins, l'avantage d'une grande simplicité : la liste générale, dressée pour toute la province par la députation permanente, serait transmise au premier président de la cour d'appel ou au président du tribunal du lieu où siège la cour d'assises. Ce magistrat procéderait, avant chaque session, au tirage au sort d'un nombre de noms à fixer — 200, par exemple, — qu'il réduirait ensuite, par élimination, à 34, parmi lesquels un nouveau tirage désignerait les jurés supplémentaires. On réaliserait ainsi une considérable épargne de travail. Mais n'y-a-t-il pas lieu de craindre que le choix, y venant corriger le sort au lieu d'être par lui corrigé, ce mode de formation n'obtienne pas au même degré que le système actuel la confiance publique ? C'est cette crainte qui dissuade le Gouvernement de le préconiser.

Le projet qui vous est soumis respecte autant que possible le système consacré par le législateur de 1869. Il n'y touche que sur deux points : la revision des listes dressées par la députation permanente ne sera plus double, mais triple ; les listes seront réduites, chaque fois, non de moitié, mais des trois quarts.

Tout en conservant aux présidents du tribunal et de la cour d'appel leur mission d'aujourd'hui, il a paru nécessaire de leur associer le juge de paix. Il est plus facile, en effet, de connaître la population électorale d'un canton que celle d'un arrondissement ; tout au moins, le juge de paix, assisté de l'officier du ministère public, est-il à même, bien plus que le président du

tribunal ou celui de la cour, de s'éclairer sur les motifs qui conseilleraient l'élimination de tel ou tel de ses justiciables. Une première réduction des listes sera ainsi opérée en meilleure connaissance de cause par un magistrat plus voisin et offrant toute garantie d'impartialité. Au lieu de dresser la liste générale pour chaque arrondissement judiciaire, la députation permanente la dressera désormais pour chaque canton et la transmettra au juge de paix. La procédure ultérieure ne sera pas modifiée.

On ne saurait, d'autre part, conserver les réductions de moitié, prescrites aujourd'hui, sans laisser au président du tribunal, plus encore à celui de la cour, une tâche écrasante : en effet, dans chacun des ressorts d'appel, les citoyens aptes à remplir les fonctions de jurés se compteront par centaines de mille. Les opérations confiées à ces hauts magistrats ne pourront s'accomplir en conscience qu'à la condition d'alléger leur travail.

C'est pourquoi le projet substitue à la double réduction de moitié une triple réduction des trois quarts. (art. 5, 6 et 7.)

Les articles 8 et 9 du projet se passent de justification : les légères modifications de détail qu'ils apportent à la loi de 1869 sont les corollaires des changements exposés plus haut.

La disposition transitoire qui clôt le projet demande quelques explications. Si l'on réfléchit que les opérations préliminaires à la formation des listes du jury prennent trois mois et que ces listes sont définitivement arrêtées le 1^{er} décembre pour servir l'année suivante, on se rend aisément compte qu'une loi qui modifie profondément la composition du jury ne saurait entrer en vigueur à n'importe quel moment. Pour que la justice criminelle ne risque pas d'être suspendue, il est indispensable que les listes arrêtées sous le régime aboli servent jusqu'à ce que les listes formées selon la loi nouvelle aient pu être dressées. Dans la pensée du Gouvernement, cette loi serait publiée à l'époque de l'année où, dans le système qui nous régit, les listes électorales commenceront à servir pour les élections, soit en mai. Cette publication permettrait à la procédure organisée par le projet de se dérouler normalement en vue de l'année suivante, et les listes arrêtées sous le régime nouveau n'entreraient en service que le 1^{er} janvier qui suivra la publication.

L'œuvre importante à laquelle le Gouvernement vous convie, Messieurs, peut être envisagée sans inquiétude. Appeler tous les citoyens, sans distinction de rang, d'état ou de fortune, à participer à la distribution de la justice, ce n'est point la mettre en péril ; c'est accroître sûrement la confiance du peuple dans ses arrêts. C'est aussi, j'en ai la conviction profonde, relever l'esprit public.

« Pense-t-on, écrivait encore l'éminent magistrat que j'invoquais tout à l'heure, que l'homme qui a siégé sur le banc des jurés, qui a entendu un débat solennel, qui a pris part à une délibération, qui a déposé son vote dans l'urne, ne retirera d'un tel acte aucune utilité, aucune instruction ? Pense-t-on qu'il ne sortira pas de l'audience avec un esprit plus élevé, avec des sentiments nouveaux ? Qu'il ne puisera pas une certaine dignité dans sa fonction temporaire ? Qu'il n'en emportera pas dans sa vie privée des impres-

sions qui influenceront plus tard sur sa conduite? Et puis, c'est en occupant les citoyens à la chose publique qu'on les attache à la chose publique. Ils aiment mieux leur pays, lorsqu'ils prennent part aux actes qui le touchent le plus, lorsqu'ils apprécient ses institutions en les pratiquant, lorsqu'ils y trouvent une sûre protection de leurs droits civils. Ils aiment ces institutions, lorsque c'est l'idée de l'égalité qui fait le titre et l'idée de la liberté qui fait le but de la mission qui leur est déferée. N'est-ce pas ainsi que se forme l'esprit des peuples? N'est-ce pas à l'aide de cette coopération commune qu'ils peuvent grandir et se fortifier? »

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

Projet de loi démocratisant le jury.**Wetsontwerp tot democratisering
der Jury.****ALBERT,**

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter en Notre nom, aux Cham-
bres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :**ARTICLE PREMIER.**L'article 97 de la loi du 18 juin 1869
est modifié comme suit :« Nul ne peut être juré, s'il n'est
Belge de naissance ou s'il n'a obtenu
la grande naturalisation, s'il ne jouit
des droits civils et politiques, s'il n'est
âgé de trente ans accomplis et s'il ne
sait lire et écrire. »**ART. 2.**L'article 98 de la même loi est mo-
difié comme suit :« Les jurés sont pris parmi les élec-
teurs généraux inscrits sur les listes de
l'année.» Ils remplissent les fonctions de
jurés près la cour d'assises dans le res-
sort de laquelle est établi leur domi-
cile. »**ALBERT,**

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast
in Onzen naam bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :**EERSTE ARTIKEL.**Artikel 97 der wet van 18 Juni 1869
wordt als volgt gewijzigd :« Niemand kan gezworene zijn,
indien hij geen geboren Belg is of
de groote inburgering niet heeft ver-
kregen, indien hij de burgerlijke- en
staatsrechten niet geniet, indien hij
den ouderdom van dertig jaren niet
ten volle heeft bereikt, en indien hij
niet lezen en schrijven kan. »**ART. 2.**Artikel 98 van dezelfde wet wordt
als volgt gewijzigd :« De gezworenen worden genomen
onder de algemeene kiezers die op de
lijsten van het jaar zijn opgeschreven.» Zij nemen het ambt van gezworene
waar bij het hof van assisen binnen
welks rechtsgebied zij metterwoon zijn
gevestigd. »

ART. 3.

Le second alinéa de l'article 99 de la même loi est modifié comme suit :

« 1° Ceux qui ont accompli leur soixantième année. »

ART. 4.

L'article 102 de la même loi, modifié par la loi du 22 février 1908, est modifié comme suit :

« En exécution de l'article 98, la députation permanente du conseil provincial dresse une liste générale pour chaque canton judiciaire de la province et transmet cette liste au juge de paix avant le 30 août de chaque année.

» Toutefois, la députation permanente du conseil provincial du Brabant dresse deux listes pour les cantons des arrondissements judiciaires de Bruxelles et de Louvain. La première... » (Le reste de l'article demeure.)

ART. 5.

La disposition suivante est ajoutée à la loi du 18 juin 1869 :

« ARTICLE 102^{bis}. — Le juge de paix forme une liste du quart des noms portés sur la liste générale et adresse cette liste, avant le 30 septembre, au président du tribunal de première instance. »

ART. 6.

L'article 103 de la même loi est modifié comme suit :

« Le président du tribunal, assisté des deux membres les premiers dans

ART. 3.

Het tweede lid van artikel 99 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« 1° Zij die hun zestigste jaar bereikt hebben. »

ART. 4.

Artikel 102 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 Februari 1908, wordt als volgt gewijzigd :

« In uitvoering van artikel 98, maakt de bestendige deputatie van den provincieraad eene algemeene lijst op voor elk rechterlijk kanton der provincie en stelt deze lijst in handen van den vrederechter vóór den 30^e Augustus van elk jaar.

» Echter worden door de bestendige deputatie van den provincieraad van Brabant twee lijsten opgemaakt voor de kantons der rechterlijke arrondissementen Brussel en Leuven. De eerste... » (Het overige van het artikel blijft ongewijzigd.)

ART. 5.

De volgende bepaling wordt aan de wet van 18 Juni 1869 toegevoegd :

« ARTIKEL 102^{bis}. — De vrederechter stelt eene lijst samen uit het vierde deel der namen die op de algemeene lijst zijn gebracht, en zendt die lijst, vóór den 30^e September, aan den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg. »

ART. 6.

Artikel 103 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« De voorzitter der rechtbank, bijgestaan door de twee leden, welke de

L'ordre du tableau, réduit au quart chacune des listes envoyées par les juges de paix de l'arrondissement judiciaire et adresse ces listes ainsi réduites, avant le 1^{er} novembre, au premier président de la cour d'appel. »

ART. 7.

L'article 104 de la même loi est modifié comme suit :

« Le premier président, assisté des deux membres les premiers dans l'ordre du tableau, réduit au quart chacune des listes envoyées par les présidents des tribunaux respectifs du ressort de la cour.

» Les listes ainsi réduites des cantons de chaque province sont réunies en une seule liste pour le service du jury de l'année suivante.

» Toutefois, en ce qui concerne la province de Brabant, les listes ainsi réduites des cantons de l'arrondissement de Nivelles sont réunies aux secondes listes réduites des cantons des arrondissements de Bruxelles et de Louvain, dont il est question au § 2 de l'article 102, et les premières listes réduites des cantons des mêmes arrondissements sont réunies en une seule .

ART. 8.

L'article 105 de la même loi est modifié comme suit :

« Dans tous les cas où il y a lieu à réduire une liste des trois quarts, si le nombre des noms à réduire est indivisible par quatre, on le suppose augmenté d'une, deux ou trois unités ».

eerste aan de rij zijn op de rangschikking der tabel, vermindert op een vierde ieder der door de vrederechters van het rechterlijk arrondissement ingezonden lijsten en zendt deze aldus verminderde lijsten, vóór den 1^o November, aan den eersten voorzitter van het hof van beroep. »

ART. 7.

Artikel 104 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« De eerste voorzitter, bijgestaan door de twee leden, welke de eerste aan de rij zijn op de rangschikking der tabel, vermindert op een vierde ieder der lijsten ingezonden door de voorzitters der respectieve rechtbanken van het rechtsgebied van het hof.

» De aldus verminderde lijsten der kantons van elke provincie worden tot eene enkele lijst vereenigd voor den dienst der jury van het volgende jaar.

» Wat echter de provincie Brabant betreft, worden de aldus verminderde lijsten der kantons van het arrondissement Nijvel gevoegd bij de tweede verminderde lijsten der kantons van het arrondissement Brussel en Leuven, waarvan spraak is in het tweede lid van artikel 102, en de eerste verminderde lijsten der kantons van dezelfde arrondissementen worden tot eene enkele vereenigd ».

ART. 8.

Artikel 105 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« In alle gevallen, waarin er aanleiding bestaat om eene lijst met drie vierden te verminderen, veronderstelt men het getal der te verminderen namen, indien het niet deelbaar is door vier, met éene, twee of drie eenheden vermeerderd ».

ART. 9.

L'article 106 de la même loi est modifié comme suit :

« Les opérations prescrites par les articles 102^{bis}, 103 et 104 ont lieu dans la chambre du conseil, après avoir entendu le ministère public; il est fait mention du nom de l'officier qui en fait les fonctions, et chaque liste est signée par les magistrats qui ont concouru à sa formation, ainsi que par le greffier; en cas d'empêchement des présidents, conseillers ou juges, ils sont remplacés d'après le rang d'ancienneté dans l'ordre des nominations.

Disposition transitoire.

Les listes dressées conformément aux lois du 18 juin 1869 et du 22 février 1908 serviront pour le service du jury jusqu'au 1^{er} janvier qui suivra la publication de la présente loi.

Donné à Laeken, le 17 septembre 1919.

ART. 9.

Artikel 106 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« De verrichtingen voorgeschreven bij artikelen 102^{bis}, 103 en 104 geschieden in de raadkamer, na het openbaar ministerie gehoord te hebben; er wordt melding gemaakt van den naam van den ambtenaar die de functie er van waarneemt, en elke lijst wordt onteekend door de magistraten die aan het opmaken ervan hebben medegewerkt, alsmede door den griffier; in geval van belet van de voorzitters, raadsheeren of rechters, worden zij vervangen volgens rang van ouderdom, in de orde der benoemingen.

Overgangsbepaling.

De lijsten opgemaakt overeenkomstig de wetten van 18 Juni 1869 en van 22 Februari 1908 zullen voor den dienst der jury gebruikt worden tot op 1^{er} Januari volgend op de bekendmaking dezer wet.

Gegeven te Laken, den 17^{en} September 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 SEPTEMBER 1919

WETSONTWERP TOT DEMOCRATISEERING DER JURY

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

« De jury, zoo schreef Faustin Hélie, drukt het oordeel van het land uit; zij moet dus kunnen beschouwd worden als zijnde het land-zelf; het is noodig dat hare wortelen zich wijd uitstrekken; dat de volksbestanddeelen die haar tot grondslag strekken gansch het land vertegenwoordigen; dat ieder beschuldigde om zoo te zeggen in zijne rechters zijne gelijken kunne vinden; dat particuliere belangen in hare samenstelling niet meer te onderscheiden zijn, zoodanig dat alleen nog de algemeene belangen der maatschappij aan het woord komen. Moesten deze bestanddeelen uit een te engen kring worden gekozen, dan zou de jury een stand kunnen vertegenwoordigen, doch niet meer de maatschappij; zij zou nog wel de stem der waarheid kunnen spreken, niet meer het oordeel van het land. Haar gezag en hare macht gaan uit van haren oorsprong; komende uit de massa, zoo is haar vonnis de stem van het volk zelf; uit een gering aantal personen gekozen, verliest zij haar grootschheid van karakter; haar vonnis wordt slechts op wantrouwen onthaald; het is niet meer de uitdrukking van 't openbaar geweten. »

Zouden deze woorden van een beroemd rechtsgeleerde niet volstaan, om het wetsontwerp te rechtvaardigen dat de Regeering de eer heeft bij de Kamer aanhangig te maken?

Indien de Jury, bij één stand beperkt, niet meer het land vertegenwoordigt, zou men dan durven beweren dat de jury, zooals zij door de wet van 18 Juni 1869 werd ingericht en zooals zij thans nog werkt, waarlijk overeenkomt met het innerlijk karakter der instelling en de volks-gerechtigheid belichaamt? Is het wel het volk dat in onze hoven van assisen rechtspreekt?

Daarop geven de teksten zelf een beslissend antwoord.

Sedert een eeuw berust onze jury op eijnsplijchtigheid en geleerdheid. Zij wordt, krachtens de wet, gekozen eenerzijds onder de burgers die in de Staatskas als recht-trecksche belastingen storten ten minste negentig frank in de geringste gemeenten van Limburg en van Luxemburg, tweehonderd tot tweehonderd en vijftig frank in de meeste provinciehoofdplaatsen; anderzijds, onder zekere klassen van burgers welke met openbare opdrachten bekleed of van universiteitsdiploma's voorzien zijn en van welke men tot in den laatsten tijd zonder bezwaar had kunnen zeggen dat het meerendeel, uit den gegoeden stand voortgekomen, reeds als belastingschuldigen op de lijst der gezworenen konden worden gebracht. In het geheel vertegenwoordigt dit enkele duizenden burgers per provincie; voor de meest bevolkte onder dezen, nl. voor Brabant, welke vóór den oorlog anderhalf millioen inwoners telde, bedroeg dit aantal nauwelijks vijf duizend. Gewis, de wetgever heeft te goeder trouw kunnen meenen dat er zeer gegronde redenen waren om het stelsel in te voeren, dat ons thans zoo verouderd voorkomt. Doch, sedert 1869, maakten-gedachten en gebeurtenissen in de wereld en ten onzent zulk een vooruitgang, dat wat toen noodig bleek thans zelfs niet meer te verdedigen is.

De tijd is gekomen om aan de Jury haren volksgrondslag terug te geven.

Het is niet te doen den democratischen geest, welke geleidelijk al onze instellingen doordringt, uit ons assisenhof te weren. Als het woord van Napoleon in den Conseil d'État waar is, en het volstaat, om over een feit uitspraak te doen, te bezitten heigen hij noemde den « zesden zin, d. w. z. het geweten »; als de samenleving van de door haar aangestelde gezworenen alleen eene volkomen rechtschapenheid verlangt, gepaard met een gewoon doorzicht en een normaal verstand, alleen de bekwaamheid om behoorlijk recht te spreken, met den vasten wil dit dan ook na te streven, zal men dan nog betwisten dat, in den tegenwoordigen toestand der beschaving in België, de burgers, over het algemeen, de vereischte verstandelijke en moreele geschiktheid bezitten?

Een volk, dat, sedert lange jaren reeds, deel neemt aan het openbaar bestuur, hetwelk soms ingewikkelder vragen doet oprijzen dan die welke den gezworene worden gesteld, en die daarbij wijsheid en waardigheid aan den dag legt, is ook bekwaam en waardig om een verdict uit te spreken.

Krachtens het U voorgelegde ontwerp, zullen de gezworenen voortaan genomen worden onder de op de lijsten van het jaar opgeschreven algemeene kiezers van beider kunne, voor zoover zij kunnen lezen en schrijven, de andere bij artikel 97 der wet van 18 Juni 1869 gestelde voorwaarden onveranderd blijvende.

Daar echter zij, die tot lichamelijken arbeid verplicht zijn, over 't algemeen vroeger versleten zijn dan wie daartoe niet gedwongen is, bleek het noodig den leeftijd, waarop men niet meer op de lijst der gezworenen wordt gebracht, te verlagen: die leeftijd, die tot hiertoe 70 jaar was, wordt op 60 jaar teruggebracht.

De lijst voor den dienst der jury kan op verscheiden wijzen opgemaakt

worden. Volgens de door de wet van 18 Juni 1869 aangenomen methode, worden de voor ieder rechterlijk arrondissement door de deputatie van den provincialen raad opgemaakte algemeene lijsten tot het kwart verminderd door de uitschakelingen welke achtereenvolgens gedaan worden door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg en door den eersten voorzitter van het hof van beroep, bijgestaan door twee leden van de rechtbank of van het hof. Deze lijsten worden vervolgens in ééne lijst vereenigd voor den dienst der jury van het volgend jaar (art. 102 tot 106).

Dergelijke methode van inkorting der lijsten wordt zonder moeite toegepast, wanneer de verrichtingen dier magistraten, zooals thans betrekking hebben op een beperkt aantal meer of minder aanzienlijke burgers : ze zijn bij machte inlichtingen in te winnen en met kennis van zaken sommige personen af te voeren. Dergelijke methode ware echter niet meer denkbaar, indien zij te oordeelen hadden over ontzaglijke lijsten, waarop bijna gansch het kiezerskorps voorkomt, menigte die voor 't arrondissement Brussel alléén, ongeveer tweehonderd duizend namen zouden behelzen : de uitschakelingen zouden noodzakelijkerwijze blindelings geschieden. Eene wijziging is dan ook volstrekt noodig.

De Fransche wet van 27 November 1872 neemt de algemeene lijst niet aan; zij maakt de jaarlijksche lijst der jury op, niet door uitschakeling, maar door verkiezing, en zij laat deze in elk kanton en in elk arrondissement over aan gemengde commissies samengesteld uit magistraten van de rechterlijke orde, voorzitters van rechtbanken en vrederechters, en uit gekozen leden van bestuurslichamen, maires en adjunct-maires, gemeente- en algemeene raadsleden. De gezworenen worden aldus gekozen naar rato van één per vijfhonderd inwoners, zonder dat er echter minder dan vierhonderd, noch meer dan zeshonderd per departement zijn mogen. Alleen het Seine-departement gaat dit maximum te boven : voor een bevolking van vier à vijf millioen zielen, heeft zij drie duizend gezworenen.

De Regeering meent u deze methode niet te moeten voorstellen. Levert zij, vooreerst, geen voldoende waarborg voor de democratisering der jury — hoort men bij onze naburen niet dikwijls klagen over vonnissen ingegeven door klassegeest — zij heeft daarenboven het, in een land waar de maatschappelijke en politieke strijd hevig is, ernstige bezwaar de rechtbank om zoo te zeggen toegankelijk te maken voor den strijd van partijen. Zonder eenigen twijfel, zou de rechtsbedeeling daarbij een deel van het aanzien verliezen, dat zij hier te lande geniet en dat zij volstrekt noodig heeft.

Een ander stelsel zou ten minste dit voordeel opleveren, dat het allerenvoudigst is : de algemeene lijst voor gansch de provincie door de bestendige deputatie opgemaakt, zou overgemaakt worden aan den eersten voorzitter van het hof van beroep of aan den voorzitter der rechtbank van de plaats waar het hof van assisen zitting houdt. Deze magistraat zou, vóór elken zitting, overgaan tot de aanwijzing, door het lot, van een te bepalen aantal

namen — tweehonderd bij voorbeeld — die hij vervolgens, door uitschakeling, tot vier-en-dertig zou terugbrengen, onder welke de bijgevoegde gezworenen door een nieuwe loting zouden aangewezen worden. Op deze wijze zou heel wat werk gespaard worden. Maar valt er niet te vreezen dat deze wijze van samenstelling, waarbij de keus het lot komt verbeteren in plaats van door dit laatste verbeterd te worden, niet meer hetzelfde openbaar vertrouwen zou genieten als het bestaande stelsel? Omdat ze zulks vreest, zal de Regeering dit stelsel niet voorstaan.

Het u voorgelegde stelsel eerbiedigt zooveel mogelijk het door den wetgever van 1869 ingevoerde stelsel. Twee punten slechts worden er door gewijzigd : de herziening der door de bestendige deputatie opgemaakte lijsten zal niet meer tweevoudig, maar drievoudig zijn; de lijsten zullen telkenmale niet op de helft, maar op de drie-vierden teruggebracht worden.

De voorzitters van de rechtbank en van het hof van beroep behouden hunne tegenwoordige opdracht, maar het bleek noodzakelijk hun den vrederechter toe te voegen. Het is, inderdaad, gemakkelijker de kiezersbevolking van een kanton, dan wel van een arrondissement te kennen; althans is de vrederechter, bijgestaan door den ambtenaar van het openbaar ministerie, beter dan de voorzitter der rechtbank of van het hof, in staat zekerheid te krijgen omtrent de gegrondheid der redenen die zouden pleiten voor het uitschakelen van dezen of genen zijner rechtsplichtigen. Op deze wijze zal de lijst een eerste maal ingekort worden, met meer kennis van zaken, door een met de zaak beter vertrouwd rechter, die trouwens voor onpartijdigheid allen waarborg levert. In plaats van de algemeene lijst voor ieder rechterlijk arrondissement op te maken, zal de bestendige deputatie die voortaan voor ieder kanton opmaken en ze dan aan den vrederechter doen toekomen. Verder zal worden te werk gegaan zooals vroeger.

Anderzijds zou het behoud der vermindering op de helft, — zooals thans voorgeschreven, — onvermijdelijk aan den voorzitter der rechtbank en meer nog aan den voorzitter van het hof eene verpletterende taak opleggen : in elk gebied van een hof van beroep, inderdaad, zullen de burgers die geschikt zijn om het ambt van gezworene te vervullen bij honderdduizenden voorhanden zijn. De aan deze hooge magistraten toevertrouwde verrichtingen zullen alleen gewetensvol kunnen worden waargenomen, op voorwaarde dat hun die taak wordt verlicht. Daarom vervangt het ontwerp de tweevoudige vermindering op de helft, door een drievoudige vermindering op de drie-vierden (artikelen 5, 6 en 7)

De artikelen 8 en 9 van het ontwerp hoeven geen betoog : de lichte wijzigingen van gering belang, die ze aan de wet van 1869 toebrengen, zijn een gevolg van de hierboven uiteengezette veranderingen.

Voor de overgangsbepaling waarmede dit ontwerp sluit, zijn enkele uitleggingen noodig. Als men bedenkt dat de voorbereidende verrichtingen tot het samenstellen der gezworenenlijsten drie maand werk vragen en dat die lijsten voorgoed op 1 December afgesloten worden om het volgend jaar dienst te doen, is het licht te begrijpen dat een wet, welke grondige wijzigingen

brengt aan de samenstelling der jury niet om het even op welk oogenblik in werking kan treden. Opdat de strafrechtsbedeeling geen gevaar loope voor een tijd geschorst te zijn, is het onontbeerlijk dat de onder het afgeschafte regiem vastgestelde lijsten dienst doen tot wanneer de volgens de nieuwe wet gevormde lijsten kunnen opgemaakt zijn. Volgens de bedoeling der Regeering zou deze wet bekendgemaakt worden op het tijdstip van het jaar waarop, in het bestaande stelsel, de kiezerslijsten beginnen dienst te doen voor de verkiezingen, d. w. z. in Mei. Dank zij deze bekendmaking, zou de door dit ontwerp ingevoerde proceduur zich normaal kunnen afwickelen, met het oog op het volgend jaar, en de onder het nieuw stelsel opgemaakte lijsten zouden eerst den 1^o Januari, volgend op de bekendmaking, in gebruik worden gesteld.

Het belangrijk werk waartoe de Regeering U uitnodigt, Mijne Heeren, kan zonder onrust te gemoet gezien worden. De medewerking inroepen van al de burgers, zonder onderscheid van rang, stand of fortuin, tot het beoefenen der rechtsbedeeling, zal deze niet in gevaar brengen; het vertrouwen van het volk in hare gewijsden zal er gewis door worden gesterkt. Wat meer is, — ik ben er diep van overtuigd — het peil van het openbaar geweten zal er door worden verhoogd.

« Denkt men, schreef nog de uitstekende magistraat, dien ik zooeven aanhaalde, dat de persoon die op de bank der gezworenen heeft gezeten, die een plechtig debat heeft bijgewoond, die aan eene beraadslaging heeft deel genomen, die zijne stem in de stembus heeft nedergelegd, uit dergelijke daad geen enkel nut, geen enkele les zal putten? Denkt men dat hij de gerechtszaal niet zal verlaten met een verhevener geest, met nieuwe gevoelens? Dat zijn tijdelijk ambt bij hem den waardigheidszin niet zal hebben gevoed? Dat hij in zijn privaat leven geen indrukken zal mededragen, die later op zijn gedrag-invloed zullen uitoefenen? Door de burgers aan de openbare zaak te laten medewerken, worden zij deze trouwens genegen. Hunne liefde tot hun land neemt toe, naarmate zij deelnemen aan de daden waarin het grootst belang heeft, naarmate zij zijne instellingen waardeeren door daarin werkzaam te zijn, naarmate zij daar hunne burgerlijke rechten met zekerheid beschermd zien. Zij hechten aan die instellingen prijs, wanneer het begrip van gelijkheid den grondslag, en het begrip van vrijheid het doel uitmaakt van de opdracht waarmede zij zijn belast. Is het op die wijze niet, dat de geest der volkeren tot bewustzijn komt? Is het niet dank zij deze gemeenschappelijke samenwerking, dat zij kunnen groeïen en sterker worden? »

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Projet de loi démocratisant le jury.**Wetsontwerp tot democratisering
der Jury.****ALBERT,**

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter en Notre nom, aux Cham-
bres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :**ARTICLE PREMIER.**L'article 97 de la loi du 18 juin 1869
est modifié comme suit :« Nul ne peut être juré, s'il n'est
Belge de naissance ou s'il n'a obtenu
la grande naturalisation, s'il ne jouit
des droits civils et politiques, s'il n'est
âgé de trente ans accomplis et s'il ne
sait lire et écrire. »**ART. 2.**L'article 98 de la même loi est mo-
difié comme suit :« Les jurés sont pris parmi les élec-
teurs généraux inscrits sur les listes de
l'année.» Ils remplissent les fonctions de
jurés près la cour d'assises dans le res-
sort de laquelle est établi leur domi-
cile. »**ALBERT,**

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast
in Onzen naam bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :**EERSTE ARTIKEL.**Artikel 97 der wet van 18 Juni 1869
wordt als volgt gewijzigd :« Niemand kan gezworene zijn,
indien hij geen geboren Belg is of
de groote inburgering niet heeft ver-
kregen, indien hij de burgerlijke- en
staatsrechten niet geniet, indien hij
den ouderdom van dertig jaren niet
ten volle heeft bereikt, en indien hij
niet lezen en schrijven kan. »**ART. 2.**Artikel 98 van dezelfde wet wordt
als volgt gewijzigd :« De gezworenen worden genomen
onder de algemeene kiezers die op de
lijsten van het jaar zijn opgeschreven.» Zij nemen het ambt van gezworene
waar bij het hof van assisen binnen
welks rechtsgebied zij metterwoon zijn
gevestigd. »

ART. 3.

Le second alinéa de l'article 99 de la même loi est modifié comme suit :

« 1° Ceux qui ont accompli leur soixantième année. »

ART. 4.

L'article 102 de la même loi, modifié par la loi du 22 février 1908, est modifié comme suit :

« En exécution de l'article 98, la députation permanente du conseil provincial dresse une liste générale pour chaque canton judiciaire de la province et transmet cette liste au juge de paix avant le 30 août de chaque année.

» Toutefois, la députation permanente du conseil provincial du Brabant dresse deux listes pour les cantons des arrondissements judiciaires de Bruxelles et de Louvain. La première... » (Le reste de l'article demeure.)

ART. 5.

La disposition suivante est ajoutée à la loi du 18 juin 1869 :

« ARTICLE 102^{bis}. — Le juge de paix forme une liste du quart des noms portés sur la liste générale et adresse cette liste, avant le 30 septembre, au président du tribunal de première instance. »

ART. 6.

L'article 103 de la même loi est modifié comme suit :

« Le président du tribunal, assisté des deux membres les premiers dans

ART. 3.

Het tweede lid van artikel 99 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« 1° Zij die hun zestigste jaar bereikt hebben. »

ART. 4.

Artikel 102 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 Februari 1908, wordt als volgt gewijzigd :

« In uitvoering van artikel 98, maakt de bestendige deputatie van den provincieraad eene algemeene lijst op voor elk rechterlijk kanton der provincie en stelt deze lijst in handen van den vrederechter vóór den 30ⁿ Augustus van elk jaar.

» Echter worden door de bestendige deputatie van den provincieraad van Brabant twee lijsten opgemaakt voor de kantons der rechterlijke arrondissementen Brusselen Leuven. De eerste... » (Het overige van het artikel blijft ongewijzigd.)

ART. 5.

De volgende bepaling wordt aan de wet van 18 Juni 1869 toegevoegd :

« ARTIKEL 102^{bis}. — De vrederechter stelt eene lijst samen uit het vierde deel der namen die op de algemeene lijst zijn gebracht, en zendt die lijst, vóór den 30ⁿ September, aan den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg. »

ART. 6.

Artikel 103 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« De voorzitter der rechtbank, bijgestaan door de twee leden, welke de

l'ordre du tableau, réduit au quart chacune des listes envoyées par les juges de paix de l'arrondissement judiciaire et adresse ces listes ainsi réduites, avant le 1^{er} novembre, au premier président de la cour d'appel. »

ART. 7.

L'article 104 de la même loi est modifié comme suit :

« Le premier président, assisté des deux membres les premiers dans l'ordre du tableau, réduit au quart chacune des listes envoyées par les présidents des tribunaux respectifs du ressort de la cour.

» Les listes ainsi réduites des cantons de chaque province sont réunies en une seule liste pour le service du jury de l'année suivante.

» Toutefois, en ce qui concerne la province de Brabant, les listes ainsi réduites des cantons de l'arrondissement de Nivelles sont réunies aux secondes listes réduites des cantons des arrondissements de Bruxelles et de Louvain, dont il est question au § 2 de l'article 102, et les premières listes réduites des cantons des mêmes arrondissements sont réunies en une seule.

ART. 8.

L'article 105 de la même loi est modifié comme suit :

« Dans tous les cas où il y a lieu à réduire une liste des trois quarts, si le nombre des noms à réduire est indivisible par quatre, on le suppose augmenté d'une, deux ou trois unités ».

eerste aan de rij zijn op de rangschikking der tabel, vermindert op een vierde ieder der door de vrederechters van het rechterlijk arrondissement ingezonden lijsten en zendt deze aldus verminderde lijsten, vóór den 1^o November, aan den eersten voorzitter van het hof van beroep. »

ART. 7.

Artikel 104 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« De eerste voorzitter, bijgestaan door de twee leden, welke de eerste aan de rij zijn op de rangschikking der tabel, vermindert op een vierde ieder der lijsten ingezonden door de voorzitters der respectieve rechtbanken van het rechtsgebied van het hof.

» De aldus verminderde lijsten der kantons van elke provincie worden tot eene enkele lijst vereenigd voor den dienst der jury van het volgende jaar.

» Wat echter de provincie Brabant betreft, worden de aldus verminderde lijsten der kantons van het arrondissement Nijvel gevoegd bij de tweede verminderde lijsten der kantons van het arrondissement Brussel en Leuven, waarvan spraak is in het tweede lid van artikel 102, en de eerste verminderde lijsten der kantons van dezelfde arrondissementen worden tot eene enkele vereenigd ».

ART. 8.

Artikel 105 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« In alle gevallen, waarin er aanleiding bestaat om eene lijst met drie vierden te verminderen, veronderstelt men het getal der te verminderen namen, indien het niet deelbaar is door vier, met éene, twee of drie eenheden vermeerderd ».

ART. 9.

L'article 106 de la même loi est modifié comme suit :

« Les opérations prescrites par les articles 102^{bis}, 103 et 104 ont lieu dans la chambre du conseil, après avoir entendu le ministère public; il est fait mention du nom de l'officier qui en fait les fonctions, et chaque liste est signée par les magistrats qui ont concouru à sa formation, ainsi que par le greffier; en cas d'empêchement des présidents, conseillers ou juges, ils sont remplacés d'après le rang d'ancienneté dans l'ordre des nominations.

Disposition transitoire.

Les listes dressées conformément aux lois du 18 juin 1869 et du 22 février 1908 serviront pour le service du jury jusqu'au 1^{er} janvier qui suivra la publication de la présente loi.

Donné à Laeken, le 17 septembre 1919.

ART. 9.

Artikel 106 derzelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« De verrichtingen voorgeschreven bij artikelen 102^{bis}, 103 en 104 geschieden in de raadkamer, na het openbaar ministerie gehoord te hebben; er wordt melding gemaakt van den naam van den ambtenaar die de functie er van waarneemt, en elke lijst wordt onteekend door de magistraten die aan het opmaken ervan hebben medegewerkt, alsmede door den griffier; in geval van belet van de voorzitters, raadsheeren of rechters, worden zij vervangen volgens rang van ouderdom, in de orde der benoemingen.

Overgangsbepaling.

De lijsten opgemaakt overeenkomstig de wetten van 18 Juni 1869 en van 22 Februari 1908 zullen voor den dienst der jury gebruikt worden tot op 1^o Januari volgend op de bekendmaking dezer wet.

Gegeven te Laken, den 17^o September 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

É. VANDERVELDE.

